

STATEMENTS  
AND  
SPEECHES



DÉCLARATIONS  
ET  
DISCOURS

91/5

Notes pour une allocution  
à la Chambre des communes  
du très honorable Brian Mulroney,  
Premier ministre du Canada,  
sur la situation dans le Golfe persique

Ottawa (Ontario)  
le 22 janvier 1991

Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour demander à tous les députés d'appuyer les efforts du Canada, en tant que membre des Nations Unies, pour expulser Saddam Hussein du Koweït. Je le fais, Monsieur le Président, en partant du principe que la guerre est parfois nécessaire pour obtenir la paix.

La guerre dans le golfe Persique n'a pas commencé le 15 janvier, mais plutôt le 2 août dernier, quand Saddam Hussein a brutalement envahi et occupé le Koweït sans la moindre provocation. Par son geste, Saddam Hussein a menacé l'ensemble de la région. Il a placé le monde devant une alternative : ne rien faire, comme ce fut si souvent son attitude dans le passé -- et laisser l'Irak occuper un pays n'ayant qu'un dixième de sa taille -- ou riposter.

Le monde a choisi de riposter. Il a décidé d'intervenir à l'intérieur du cadre international établi 46 ans plus tôt à San Francisco et que les Canadiens ont contribué à ériger, les Nations Unies.

La communauté mondiale n'a pas eu recours immédiatement à la force pour contraindre Saddam Hussein à se retirer du Koweït. Elle a plutôt agi avec prudence et modération, donnant à la diplomatie la chance d'apporter une solution pacifique au conflit.

Entre le début d'août et la fin de novembre, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté 12 résolutions ordonnant à Saddam Hussein de se retirer du Koweït. Ces résolutions ont presque toutes été adoptées unanimement. Cette communauté de vues a été suscitée par la nature clairement inacceptable de la violation par Saddam Hussein des principes de la paix et de la sécurité. Et elle découlait du nouvel esprit de coopération qui avait ravivé l'ONU et lui avait redonné espoir après l'apaisement des tensions entre l'Est et l'Ouest. En tout, 28 pays ont envoyé des forces dans le Golfe pour y faire respecter les sanctions.

Au cours des cinq derniers mois de 1990 et des premières semaines de 1991, le monde a été témoin des efforts diplomatiques les plus intenses de l'histoire moderne. Que ce soit au cours de réunions des Nations Unies, de la Ligue arabe, de la Communauté européenne et du Mouvement des non-alignés ou des centaines de contacts qu'ont eus entre eux les dirigeants politiques du monde entier -- de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud, des pays musulmans et non musulmans et des pays arabes et non arabes -- les avenues de la paix ont toutes été explorées. Je puis affirmer que pendant tous ces mois, le Canada a pris toutes les initiatives diplomatiques possibles en faveur de la paix. Mais chaque avenue explorée menait droit au mur de l'intransigeance de Saddam Hussein.

Ainsi, le 15 janvier, après une dernière pause de 47 jours en faveur de la paix, les nations coalisées sont passées à l'étape suivante, celle du recours à la force autorisé par l'ONU. Le Canada s'est joint à elles dans cet effort. Nous tenions à ce que l'ONU intervienne comme elle avait promis de le faire si Saddam Hussein ne respectait pas la volonté de la communauté internationale. Nous étions déterminés à aider à déloger les forces de Saddam Hussein du Koweït et à contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, conformément à la résolution 678 du Conseil de sécurité de l'ONU.

Nous avons donc demandé à des militaires canadiens de servir à nouveau leur pays, cette fois dans le golfe Persique, et d'accepter ainsi de s'exposer à de graves dangers. Ces femmes et ces hommes courageux méritent entièrement notre appui et nous leur devons, à eux ainsi qu'à leurs familles et à notre histoire, d'exposer clairement nos positions en tant que représentants du peuple canadien.

Je voudrais, avant de clore ce débat, rappeler les questions fondamentales auxquelles il nous faut réfléchir. Notre décision doit être fondée sur une appréciation réfléchie et informée des intérêts du Canada; l'espoir irréaliste que les choses s'arrangeront si nous le souhaitons avec suffisamment d'ardeur n'a pas sa place dans un processus de décision sérieux.

Notre premier intérêt est de promouvoir la simple moralité. Saddam Hussein est en train de commettre un crime épouvantable au Koweït. La communauté mondiale a l'obligation morale d'intervenir pour mettre un frein à ses agissements. Le Canada partage cette obligation et il ne peut pas laisser à d'autres le soin de défendre ses propres principes, ce qu'il ne fera pas non plus. Nous ne l'avons jamais fait et nous ne le ferons jamais.

Le deuxième intérêt que nous avons dans ce conflit est l'établissement et le maintien d'un dispositif de paix et de sécurité capable de décourager les actes d'agression et, au besoin, d'y mettre fin. Pendant des décennies, le Canada a oeuvré en faveur de l'établissement d'un mécanisme efficace de sauvegarde du droit et de l'ordre internationaux basé sur le principe de la sécurité collective. Sauf dans le cas de la guerre de Corée, l'affrontement idéologique qu'a été la guerre froide a continuellement bloqué cet effort, paralysé le Conseil de sécurité des Nations Unies et rendu la sécurité collective impossible.

La recherche de la sécurité collective n'est pas un objectif nouveau pour nous. Elle s'inscrit dans les meilleures traditions canadiennes. Parlant de la crise actuelle dans le contexte des traditions canadiennes, Geoffrey Pearson a dit récemment : "Mon père n'était pas un pacifiste. Sa politique était fondée surtout sur l'importance des Nations Unies pour assurer la paix. Mais si la guerre était déclenchée, il était d'avis que les pays membres de l'ONU devaient intervenir militairement pour contrer l'agresseur". La recherche de la sécurité collective est chez nous un article de foi inculqué au prix d'un nombre incalculable de vies, dont celles de nombreux soldats canadiens, lors des deux guerres mondiales et de celle de Corée. Mais certains Canadiens, et certains des membres de cette assemblée, ont demandé : pourquoi maintenant? pourquoi dans ce conflit?

Certains prétendent que parce qu'elle n'a pas toujours contré l'agression dans le passé, l'ONU devrait s'abstenir de le faire cette fois-ci. Mais quand personne n'est intervenu dans le passé et que les nations se sont désolidarisées de l'ONU, cette organisation s'en est trouvée discréditée. Son rôle de gardien de la sécurité s'en est

trouvé affaibli. Et les conflits se sont succédé. Ce n'est pas un argument que j'avance; c'est un fait historique.

Affirmer que l'ONU, parce qu'elle a échoué dans le passé, ne devrait pas réussir davantage aujourd'hui, c'est la condamner à être toujours inadéquate. Si, le 15 janvier, la coalition des Nations Unies s'était fragmentée ou avait abdiqué ses responsabilités, je ne crois pas qu'il soit inexact de dire que l'ONU aurait perdu sa crédibilité pendant plusieurs décennies et peut-être même à jamais. Si l'ONU s'était tenue à l'écart du conflit, pourquoi un agresseur se préoccuperait-il à l'avenir de la réaction d'une organisation internationale ayant montré qu'elle n'a ni la volonté ni la force de donner suite à ses propres décisions? Il est important pour le Canada que l'ONU puisse non seulement parler, mais aussi agir. Il y va de notre plus grand intérêt.

La meilleure façon de réaliser notre espoir de rendre le monde moins dangereux est de donner à l'ONU l'appui dont elle a besoin pour s'acquitter efficacement de son rôle. La plus sérieuse question -- la plus troublante en fait -- qu'ont eu à se poser de nombreux députés pendant ce débat a trait autant à l'opportunité de la décision d'aller en guerre qu'aux questions qu'elle soulève. Pourquoi la communauté mondiale ne pourrait-elle pas attendre et donner plus de temps aux sanctions et à la diplomatie? Le gouvernement est d'avis -- et c'est aussi l'opinion de presque tous les autres membres de la coalition des Nations Unies -- que les risques et les coûts d'une plus longue attente étaient devenus intolérables. Si nous nous étions simplement contentés de maintenir les sanctions, le pillage du Koweït se serait poursuivi.

Lors de nos débats précédents sur cette question, en septembre et en novembre derniers, Amnistie Internationale n'avait pas encore dénoncé les terribles atrocités commises par l'Irak -- le débranchement d'incubateurs contenant des bébés koweïtiens, les agressions contre des Koweïtiennes, l'exécution de jeunes Koweïtiens devant les yeux de leurs parents et de leurs frères et soeurs. Nous savons maintenant que de telles atrocités sont commises. Nous savons aussi que la terreur qui règne au Koweït a fait fuir plus de la moitié de la population dans d'autres pays. Que serait-il resté du Koweït si le monde avait attendu six mois de plus, ou 16 ou 60, ou tout le temps qu'il aurait fallu pour que les sanctions affectent la capacité militaire de l'Irak, si seulement c'était possible?

Nous savons que Saddam Hussein s'est servi de la "pause pour la paix" non pas à des fins diplomatiques, mais pour élaborer les plans d'actions terroristes et établir ses positions de défense. Il ne s'est pas préparé pour la paix. Il n'a même pas exploré les avenues pouvant mener à un règlement pacifique; il s'est plutôt préparé à lancer des missiles sur des civils en Israël et en Arabie saoudite. Ces actes criminels terroristes se poursuivent cet après-midi. Il s'est servi du délai pour miner les puits de pétrole du Koweït et construire un pipeline destiné à polluer le golfe Persique. Il s'est servi du délai pour ériger de redoutables défenses équipées de chars d'assaut. Il s'est servi

d'une pause en faveur de la paix pour se préparer à la guerre. Le monde mesurera le prix de l'attente au nombre de victimes dans les rangs de la coalition.

Il est raisonnable de penser que si Saddam Hussein avait eu plus de temps, il se serait retranché encore plus solidement, et le risque de voir allonger la liste des victimes se serait accru d'autant. Nous ne pouvons pas non plus faire abstraction des risques politiques d'une plus longue inaction dans une région prête à exploser. Le seul maintien des sanctions aurait donné à Saddam Hussein le temps de semer la discorde et de déclencher des actions terroristes. Pendant ce temps, le monde en développement et l'Europe de l'Est auraient poursuivi leur dégringolade économique.

Dans l'allocution que j'ai faite en Chambre il y a une semaine aujourd'hui, j'ai dit : "Certains prétendent que le Canada devrait maintenant se retirer de la scène, quitte à jouer plus tard un rôle de maintien de la paix. Mais si Saddam Hussein parvenait à annexer le Koweït, il serait alors en position de menacer tout le Moyen-Orient et au moment où je vous parle, il est en train de menacer différents pays. Avec le temps et la richesse qu'il gagnerait, il pourrait ajouter d'autres armes de destruction massive à son arsenal, y compris, fort probablement, des armes nucléaires.

"Dans quelle position cela placerait-il ses voisins? Après l'Iran et le Koweït, quelles seraient ses prochaines cibles? L'Arabie saoudite? La Jordanie? Est-ce que nous attendrions la fin des dernières atrocités en espérant être invités à faire partie d'une force de maintien de la paix?"

"Saddam Hussein a menacé d'attaquer Israël avec des armes de destruction massive. Face à une très grave provocation de l'Irak, face aux violentes menaces que le ministre des Affaires étrangères Tarek Aziz a proférées à son endroit la semaine dernière, Israël a fait preuve d'une remarquable modération. Si Saddam Hussein mettait ses menaces à exécution, resterions-nous encore à l'écart dans l'espoir d'être appelés plus tard à contribuer au maintien de la paix dans ce qui resterait du Moyen-Orient? Ce serait adopter une voie qui ne serait ni sage ni responsable, une voie dans laquelle le Canada ne doit pas s'engager."

C'est ainsi, Monsieur le Président, que je raisonnais la semaine dernière. La plupart des dirigeants politiques du monde partageront l'opinion que j'ai exprimée à la Chambre. Il y a quelques heures seulement, Saddam Hussein a lancé une autre attaque non provoquée contre des civils israéliens. En Israël, des hommes, des femmes et des enfants sont devenus la cible des attaques meurtrières aux missiles SCUD lancées par l'Irak contre ce pays.

Si le gouvernement s'en est tenu fermement à sa résolution lorsque l'heure critique a sonné la semaine dernière, et il continuera de s'y tenir jusqu'à la victoire, c'est entre autres raisons parce que nous avons résolu de ne jamais rester silencieux et indifférents si Israël était menacé de mort et de destruction. L'histoire a démontré la folie et l'immoralité d'une telle attitude, et je sais que le gouvernement et tous les Canadiens sauront éviter ce genre de dérobage. L'enjeu de cette guerre est le

triomphe d'un principe fondamental et de la vision du monde de demain tel que nous l'envisageons.

Rien ne nous permettait de croire que les sanctions atteignaient leur but, à savoir le retrait des forces de Saddam Hussein du Koweït. En fait, au cours des cinq derniers mois et demi, elles n'ont pas donné les résultats attendus, loin de là. Il ne fait aucun doute que l'économie irakienne s'en ressentait. Les importations et les exportations se trouvaient grandement réduites. Le rationnement s'était fait plus rigoureux. Les prix de certains produits avaient augmenté de façon spectaculaire. Et certaines usines avaient dû fermer leurs portes. Mais nous savions que certaines denrées alimentaires et certains produits pénétraient quand même dans le pays. Et pendant qu'il réduisait les rations destinées à son peuple, Saddam Hussein augmentait celles destinées à son armée.

La communauté mondiale aurait-elle persévéré dans la voie des sanctions et la coalition se serait-elle maintenue si on avait vu des citoyens irakiens et koweïtiens crever de faim pendant que les forces de l'Irak s'implantaient au Koweït? Nous avons affaire à un homme qui a fait subir les pires souffrances à ses concitoyens : un demi-million peut-être d'entre eux sont morts durant la guerre de huit ans qu'il a lui-même déclenchée contre l'Iran. Nous avons affaire à un homme qui a utilisé des gaz contre ses ennemis iraniens et même contre ses propres concitoyens. Nous avons affaire à un homme qui a pris des dizaines de milliers de personnes en otages. Un homme qui attaque à coups de missiles des agglomérations civiles, non pas des installations militaires. Un homme qui viole la Convention de Genève en maltraitant les prisonniers de guerre et en menaçant de s'en servir comme boucliers humains pour protéger ses armes.

Depuis notre dernier débat sur la crise du Golfe en novembre dernier, nous avons tous pu nous faire une idée plus juste de cet homme. Sachant ce que nous savons maintenant, peut-il y en avoir encore beaucoup parmi nous qui continuent de croire que des sanctions auraient suffi à l'arrêter? On aurait pu le croire lors de notre premier débat sur cette crise en septembre, et même encore en novembre. Mais maintenant, il ne doit pas y en avoir beaucoup parmi nous à en être encore convaincus.

Personne ici ne veut la guerre. Mais parfois, il est nécessaire de se battre pour la paix. C'est le cas maintenant. Je crois qu'en tant que nation, nous devons faire notre part dans l'épreuve de force que nous impose l'échec de la diplomatie et des sanctions. Nous devons chasser Saddam Hussein du Koweït, comme l'exigent 12 résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Et nous devons rester solidaires de nos alliés de la région et d'ailleurs, dont beaucoup supportent une part du fardeau beaucoup plus lourde que la nôtre. Que penserait le monde de nous si nous retirions nos forces et devenions simples spectateurs alors que les choses se corsent? Et surtout, que penserions-nous de nous-mêmes? Le Canada fera donc sa part.

Je suis en mesure d'affirmer aux Canadiens que nous avons les moyens et les ressources nécessaires pour remplir les obligations que nous avons contractées, et ce sans recourir à la conscription.

Nous tous dans cette Chambre souhaitons la fin de ce conflit -- personne plus que mes collègues du gouvernement et moi-même. Mais certains députés soutiennent qu'il devrait maintenant y avoir une pause dans ce conflit. Nous estimons que cela aurait un effet négatif. La résolution 678, que le Canada a coparrainée, prévoyait déjà une pause. Le gouvernement ne voit pas l'utilité d'en faire une autre. La meilleure réaction à l'intransigeance et à la brutalité de Saddam Hussein est justement de ne pas lui accorder de répit dans une guerre qu'il a lui-même provoquée. Nous aurions tort de lui laisser la moindre chance de déployer d'autres missiles pour attaquer des villes d'Israël et de l'Arabie saoudite. Et nous n'allons pas prendre le risque de le laisser refaire ses forces, réparer son infrastructure endommagée et renforcer ses défenses.

La première chose à faire est de gagner la guerre. La deuxième est de gagner la paix. Saddam Hussein a exploité les brèches et les faiblesses de la région la plus explosive du globe. Une région où l'on trouve des armes de destruction massive. Une région qui a enrichi les marchands de canons. Une région où il y a beaucoup de pauvres et où la politique est notoirement instable. Une région dont l'histoire a été marquée par une succession de guerres engendrées les unes par les autres.

Pendant que les combats se poursuivent pour libérer le Koweït, pendant que les résolutions des Nations Unies sont mises à exécution, des diplomates canadiens ont commencé à examiner ce qu'il faudra faire ensuite pour apporter la paix et la sécurité à cette région agitée. La victoire militaire que nous visons sera bien amère et bien éphémère si elle ne débouche pas sur une paix juste et durable. Nous ne ménagerons aucun effort pour trouver des solutions à ces problèmes. Et la recherche de ces solutions passe d'abord par les Nations Unies. Si nous parvenons à rester solidaires maintenant, les problèmes de cette région pourront être abordés par une ONU d'autant plus forte qu'elle aura traversé la crise avec succès. Si nous ne parvenons pas à rester solidaires, ces problèmes ne feront qu'empirer sous les yeux de l'ONU discréditée.

Tout au long de cette crise, le gouvernement a adopté une position claire, cohérente et constante, une position de principe. Nous nous sommes opposés à l'agression, nous avons appuyé les Nations Unies et nous avons pris fermement le parti que le Canada assumerait sa part de responsabilités. Il n'y a pas eu la moindre ambiguïté ni le moindre revirement. Personne ne peut douter de la position que le gouvernement a adoptée dès le début.

En novembre dernier, lors du deuxième des trois débats que cette Chambre a tenus sur la crise du Golfe, le gouvernement a exposé les intérêts du Canada, affirmé son intention d'appuyer la volonté des Nations Unies et défini les

mesures qui pourraient s'imposer si Saddam Hussein continuait de défier le reste du monde. Ces questions ont alors été pleinement débattues. Et depuis le 15 janvier, nous avons débattu la question de savoir s'il fallait ou non continuer d'appuyer l'ONU et ses résolutions. Depuis le 2 août dernier, la Chambre a discuté pendant plus de 75 heures de la conduite à tenir à l'égard de la crise du Golfe. Le débat a été chez nous beaucoup plus long qu'il l'a été au Royaume-Uni, en Australie, en France, aux États-Unis et dans d'autres démocraties du monde.

Quand nous avons commencé par envoyer nos navires dans le Golfe, il y avait un urgent besoin de couper court à toute autre velléité d'agression. Au fil des jours, comme il devenait de plus en plus clair que Saddam Hussein était résolu à garder le Koweït et de moins en moins certain que les sanctions suffiraient à l'en faire sortir, la communauté mondiale s'est rendu compte qu'il faudrait recourir à la force. Quand nous avons voté dans cette Chambre le 29 novembre, nous votions pour la résolution 678 de l'ONU, qui autorisait l'usage de la force à partir du 15 janvier, et qui a été adoptée à New York ce même jour. Le Congrès américain a débattu une motion analogue, pour la première fois, lors de la deuxième semaine de janvier, soit environ six semaines plus tard.

Le Parlement a eu maintes fois l'occasion de s'exprimer sur les principes en cause, comme il se devait. Et le gouvernement a assumé la responsabilité des décisions prises, comme le commande son devoir. Nous sommes convaincus d'avoir respecté à la fois la lettre et l'esprit de la loi. J'invite donc tous les députés, y compris ceux qui étaient peut-être d'un avis différent avant le 29 novembre ou avant le 15 janvier, à appuyer la motion dont nous sommes saisis pour réaffirmer le soutien du Canada à l'ONU.

Aucun Canadien n'a voulu cette guerre. Tous souhaitaient la paix. Le monde a donné à Saddam Hussein le choix entre la guerre et la paix et il a opté pour la guerre. Étant donné le choix qu'il a fait de façon délibérée, le Canada a adopté une attitude résolue et inébranlable. Nous avons choisi de nous ranger du côté des Nations Unies et de nous opposer à l'agression. Nous avons choisi de nous tenir debout et d'intervenir quand la liberté et la paix mondiale sont menacées.

Le 11 décembre 1957, à l'Université de Aula à Oslo, Lester B. Pearson a dit, en acceptant son prix Nobel de la paix : "...Il ne peut y avoir de paix durable et 'créative' si les gens ne sont pas libres. L'instinct de liberté individuelle et nationale ne peut être réprimé et toute tentative de le faire de la part d'un gouvernement totalitaire et despotique aboutira non seulement à des troubles intérieurs mais à un conflit international."

Décidons tous ensemble, aujourd'hui, d'appuyer l'ONU non seulement dans ses paroles, mais dans ses actes également. Apportons ensemble notre contribution à la libération du Koweït. Et travaillons ensemble au rétablissement de la

- 8 -

paix et de la sécurité dans cette région, confiants que, ayant posé le bon geste aujourd'hui, nous puissions espérer vivre bientôt dans un monde plus pacifique.

- 30 -